

Audience publique du 10 décembre 2009

Recours formé par
Monsieur ...,
contre deux décisions du directeur de l'administration des Contributions directes
en matière d'impôt sur le revenu

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 25506 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 11 mars 2009 par Maître Patrick Kinsch, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., demeurant à L-..., tendant à la réformation 1) d'une décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 10 décembre 2008 (n° ...) ayant déclaré non fondée une réclamation introduite contre les bulletins de l'impôt sur le revenu des années 1991 et 1992 et 2) d'une décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 10 décembre 2008 (...) ayant déclaré non fondées les réclamations introduites contre les bulletins de l'impôt sur le revenu des années 1993, 1994 et 1996 ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 29 mai 2009 ;

Vu le mémoire en réplique déposé par Maître Patrick Kinsch au greffe du tribunal administratif en date du 2 juillet 2009 pour le compte du demandeur ;

Vu les pièces versées en cause et notamment les décisions entreprises ;

Entendu le juge-rapporteur en son rapport, ainsi que Maître Patrick Kinsch et Madame le délégué du gouvernement Monique Adams en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 26 octobre 2009 ;

Vu le mémoire supplémentaire du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 10 novembre 2009 ;

Vu le courrier daté du 10 novembre 2009 déposé le même jour par Maître Patrick Kinsch au greffe du tribunal administratif ;

Vu les pièces supplémentaires versées par les parties ;

Entendu le juge-rapporteur en son rapport complémentaire, ainsi que Maître Patrick Kinsch et Madame le délégué du gouvernement Monique Adams en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 16 novembre 2009.

En date du 28 février 1990, Monsieur ... contracta ensemble avec Messieurs ... et ... un emprunt bancaire d'un montant total de ... LUF auprès d'un établissement de crédit de la place afin de financer chacun la souscription d'un tiers des actions de la société anonyme de droit luxembourgeois ... S.A., détenant le capital d'une société ... S.A., propriétaire de l'immeuble dans lequel Messieurs ..., ... et ... exploitèrent une fiduciaire sous la forme de société civile, dénommée

Alors que le bureau d'imposition compétent pour la société civile ... avait écarté les intérêts débiteurs relatifs à cet emprunt réglés à partir de l'année 1990 comme n'étant pas déductibles du bénéfice établi en commun de ladite société civile pour ces mêmes années, Monsieur ... fit valoir la part des intérêts débiteurs pour les années 1991, 1992 et 1993, soit des montants respectifs de ... LUF, ... LUF et ... LUF, par lui versée dans le cadre de ses déclarations de l'impôt sur le revenu communes avec son épouse, Madame ..., dans la catégorie des revenus de capitaux mobiliers, respectivement celle des dépenses spéciales. Dans la mesure où suite au refus du bureau d'imposition compétent d'admettre la déductibilité des intérêts débiteurs du bénéfice établi en commun de la société civile ..., ce bureau d'imposition a fait un renvoi au bureau d'imposition compétent pour l'imposition personnelle de Monsieur ..., ledit bureau vérifia également si la part des intérêts payée par celui-ci puisse être déduite pour les années 1994 et 1996, pour des montants respectifs de ... LUF et ... LUF.

Par bulletins de l'impôt sur le revenu des personnes physiques pour les années 1991 et 1992, émis le 30 novembre 1995, pour l'année 1993, émis le 2 janvier 1998, pour l'année 1994, émis le 25 juin 1999 et pour l'année 1996, émis le 5 juillet 2001, ci-après désignés par « *les bulletins* », le bureau d'imposition Luxembourg 4, ci-après désigné par « *le bureau* », rejeta la déduction intégrale de ces intérêts débiteurs à titre de frais d'obtention dans la catégorie de revenus provenant de capitaux mobiliers.

Par courriers des 12 février 1996, 21 mars 1998, 14 septembre 1999 et 10 août 2001, les époux ...-... réclamèrent contre ces bulletins en revendiquant en substance la déduction des intérêts débiteurs en relation avec l'emprunt précité payés au cours des années 1991 à 1994 et 1996 en tant que frais d'obtention dans le cadre de leurs revenus de capitaux mobiliers de ces mêmes années.

Par deux décisions séparées du 10 décembre 2008, regroupant d'un côté les réclamations visant les années 1991 et 1992 (n° du rôle ...), et, de l'autre côté, les réclamations visant les années 1993, 1994 et 1996 (n° du rôle ...), le directeur de l'administration des Contributions directes, ci-après désigné par « *le directeur* », reçut ces réclamations en la forme, mais les rejeta comme non fondées et confirma le bureau d'imposition en ce qu'il n'avait pas admis la déduction intégrale des intérêts débiteurs en cause.

Ces décisions sont fondées sur la motivation identique suivante :

« Considérant que les réclamants font grief au bureau d'imposition de ne pas avoir déduit intégralement, en tant que frais d'obtention dans la catégorie de revenus provenant de capitaux mobiliers, les intérêts débiteurs en relation avec un emprunt ayant servi à acquérir les actions de la s.a. holding ... à raison d'un tiers du capital ;

Considérant qu'en vertu du § 243 AO, une réclamation régulièrement introduite déclenche d'office un réexamen intégral de la cause sans égard aux conclusions et moyens du requérant, la loi d'impôt étant d'ordre public; qu'à cet égard le contrôle de la légalité externe de l'acte doit précéder celui du bien-fondé, qu'en l'espace la forme suivie par le bureau d'imposition ne prête pas à critique;

Considérant qu'il a été établi par la jurisprudence luxembourgeoise en la matière qu'en principe la déduction d'intérêts débiteurs en tant que frais d'obtention peut conduire le cas échéant à un revenu net de capitaux mobiliers négatif en l'absence de disposition contraire inscrite aux articles 97, 103 ou 105 L.I.R., tels qu'en vigueur dans les années litigieuses (cf. Tribunal administratif n° 10428 du 29 mars 1999, confirmé Cour administrative n° 11285C du 11 janvier 2000, etc.) ;

Considérant cependant qu'il a été établi tout aussi bien par ladite jurisprudence qu'un emprunt contracté en vue de l'acquisition de titres est censé présenter « une perspective raisonnable de dégager des recettes positives » pour que devienne admissible comme fiscalement déductible la dépense relative audit emprunt (cf. Tribunal, Cour cit.) ;

Considérant qu'à « l'endroit des revenus de capitaux, ..., la distinction entre capital et revenu doit être observée le plus strictement possible » (doc. part. 571/4, p. 176);

que la définition de frais d'obtention de l'article 105 LIR, envers les revenus de capitaux, « est souvent d'une application assez difficile parce que, d'une part, beaucoup de dépenses concernent en même temps le revenu et le capital, et que, d'autre part, il est souvent difficile de savoir si une dépense concerne le revenu ou le capital » (doc. parl. cit., p. 187);

Considérant d'ailleurs que le législateur luxembourgeois a jugé inappropriée l'admission sans limite au titre des dépenses spéciales de l'excédent des intérêts visés en introduisant par la loi du 6 décembre 1990, à compter à partir de l'année d'imposition 1991, le plafonnement de la déductibilité suite aux modifications de l'article 109 LIR;

Considérant que les réclamants ont, ensemble plusieurs associés, constitué une société de type holding 29 en vue d'acquérir des titres, refinancés par emprunt ;

Considérant qu'il ressort (voir relevé ci-joint) qu'en l'espace de 16 années subséquentes les titres acquis n'ont d'aucune manière généré des revenus en la moindre relation de proportionnalité avec les intérêts débiteurs engagés ;

<i>Flux</i>	<i>Intérêts débiteurs payés</i>	<i>Flux</i>	<i>revenus déclarés</i>
<i>1990</i>	<i>...</i>		<i>0</i>
<i>1991</i>	<i>...</i>		<i>0</i>
<i>1992</i>	<i>...</i>		<i>0</i>
<i>1993</i>	<i>...</i>		<i>0</i>
<i>1994</i>	<i>...</i>		<i>0</i>
<i>1995</i>	<i>...</i>		<i>0</i>
<i>1996</i>	<i>...</i>		<i>...</i>
<i>1997</i>	<i>...</i>		<i>...</i>
<i>1998</i>	<i>...</i>		<i>...</i>

1999
2000
2001	...	0
2002	0	0
2003	0	0 imposés
2004	0	0 déclarés
2005	0	0
2006	0	0

Considérant que les réclamants insistent à vouloir déduire en tout et pour tout ... francs, soit ... €, d'intérêts débiteurs en relation avec l'acquisition des titres de la société holding ..., capitalisée entretemps à hauteur de ... €, mais qu'aucune perspective raisonnable de réaliser un revenu positif quelconque n'est apparue au fil des années ;

qu'au contraire sont déclarés des revenus en tout et pour tout de ... €, ce qui révèle que non seulement aucun revenu positif n'est atteint, mais qu'une perte appert comme constante au montant de ... francs soit ... € ;

Considérant, à l'encontre du raisonnement des réclamants, qu'une fiscalité erratique et inéquitable, incompatible avec les principes de notre système fiscal, notamment avec le principe d'équité, ne naîtra point du traitement fiscal appliqué, en l'occurrence de la déduction des intérêts litigieux à titre de dépenses spéciales, mais certainement d'une déduction illimitée de frais d'obtention uniquement déclarés envers des revenus virtuels, car restant à l'état de projets, sans atteindre aucunement la hauteur des frais engagés ;

que la facilité, absolument pas à la portée de tout contribuable, d'un grand prêt générant des intérêts débiteurs élevés, pourra réduire alors indûment la cote d'impôt d'un chacun qui arbore des titres sociétaires quelconques, à l'encontre de l'équité et de l'égalité devant l'impôt ;

Considérant que l'angoisse prétendue des réclamants d'une imposition potentielle n'a aucune raison d'être, car l'avenir aura entretemps prouvé que jamais de dividendes importants n'ont été distribués, selon les décisions y afférentes des réclamants en tant que coassociés ;

Considérant qu'il en résulte que sans dividendes ni revenus alloués en juste proportion aux frais engagés, il échet de rattacher les frais à la plus-value recherchée;

Considérant qu'il ne peut en l'espèce guère être distingué une volonté d'allouer des recettes, imposables, par le placement « ... », dont les bénéfices allégués n'ont jamais eu lieu ;

que le revenu net négatif tend d'évidence à refinancer indéfiniment des plus-values non imposables par la réduction des revenus imposables;

Considérant que c'est par une juste appréciation que le bureau d'imposition a déduit les intérêts débiteurs comme dépenses spéciales, au respect des plafonds prévus par la loi;

Considérant que pour le surplus, l'imposition est conforme à la loi et aux faits de la cause et n'est d'ailleurs pas contestée; ».

A l'encontre de ces décisions directoriales de rejet, Monsieur ... a fait introduire un recours en réformation par requête déposée en date du 11 mars 2009.

Conformément aux dispositions combinées du paragraphe 228 de la loi générale des impôts du 22 mai 1931, appelée « *Abgabenordnung* », en abrégé « *AO* », et de l'article 8 (3) 1. de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, le tribunal administratif est appelé à statuer comme juge du fond sur un recours introduit contre une décision du directeur ayant tranché sur les mérites d'une réclamation contre un bulletin de l'impôt sur le revenu. Le recours en réformation est encore recevable pour avoir été par ailleurs introduit dans les formes et délai de la loi.

Le demandeur expose comme suit la situation factuelle à la base de son recours :

Jusqu'en 1988, Messieurs ..., ... et ... figuraient comme salariés au service de la fiduciaire Désirant se créer une situation d'indépendants, ils s'associaient pour constituer ensemble en 1988 la ..., laquelle fut localisée d'abord dans un petit local et ensuite dans une maison de 180 m² au vu du développement de la clientèle. Face aux besoins croissants d'extension à la fin de l'année 1989 en raison de l'évolution favorable des affaires, les associés ont dû rechercher un nouveau local bien plus spacieux qui fut effectivement trouvé, mais dont l'enjeu financier dépassait de loin les possibilités financières de la fiduciaire de l'époque et nécessitait le rassemblement de tous les moyens financiers par les trois associés et leurs épouses. Afin de parer aux risques de tensions entre associés et afin d'assurer une grande flexibilité financière, les trois associés décidèrent d'effectuer cet investissement non pas en nom personnel, de manière à détenir l'immeuble dans une indivision, mais par l'intermédiaire de la société anonyme Les actions de cette société n'étaient néanmoins pas détenues directement par les trois associés mais par une société holding, ... S.A., avec les trois associés comme actionnaires. Le demandeur justifie cette interposition d'une seconde société par le fait que l'opération d'acquisition immobilière ne pouvait être financée que moyennant une croissance importante du cabinet et qu'il fallait partant conférer à la structure une parfaite flexibilité financière i.e. la possibilité de pouvoir céder soit l'immeuble, soit les actions de la société immobilière si deux des trois associés le souhaitaient et d'éviter ainsi qu'un associé puisse bloquer une cession à un investisseur potentiel au cas où la fiduciaire ne connaîtrait pas le développement escompté. La structure mise en place aboutissait ainsi à ce que les trois associés souscrivent à titre personnel ensemble l'emprunt d'un montant total de ... LUF auprès d'un établissement de crédit de la place et affectent cette somme à la souscription des actions dans la société ... S.A., laquelle mettait ces mêmes fonds à la disposition de la société ... Immobilière S.A. qui acquérait l'immeuble en question.

En droit, le demandeur reproche au directeur une interprétation manifestement inexacte des articles 105 et 7 paragraphe 2 de la loi modifiée du 4 novembre 1967 sur l'impôt sur le revenu (LIR), en ce qui concerne la définition des frais d'obtention ainsi que la question de la compensation des revenus nets négatifs d'une des catégories de revenus avec les revenus nets des autres catégories.

Il fait valoir que l'interprétation ainsi faite par le directeur aurait été condamnée par le tribunal administratif notamment dans un jugement du 29 mars 1999 (n° 10428 du rôle) ayant

statué sur la possibilité de déduire et de compenser des intérêts d'un prêt contracté pour acquérir des parts sociales.

Il donne encore à considérer que l'un des associés de la fiduciaire ... et ..., en l'occurrence Monsieur ..., aurait, face à une décision similaire du directeur, obtenu gain de cause par un jugement du tribunal administratif du 11 juillet 2001 (n° 12516 du rôle), dans lequel le tribunal aurait retenu que s'il n'était pas vraisemblable que ... distribuerait dans un avenir prévisible des dividendes à ses associés, il serait pourtant inévitable que, Monsieur ... disposant d'une participation importante dans le capital social de ..., la plus-value qui serait inévitablement réalisée un jour serait également imposable, de sorte que les intérêts du prêt bancaire contracté afin de pouvoir acquérir cette participation dans ... seraient déductibles. Le demandeur précise encore que la Cour administrative, dans cette même affaire, à travers un arrêt du 31 janvier 2002 (n° 13898C), aurait même jugé que la distribution de dividendes par la société ... devrait être considérée comme une perspective raisonnable de réalisation de recettes positives.

Le demandeur soutient ainsi en premier lieu que la déductibilité des intérêts litigieux se justifierait eu égard à la perspective réelle de voir la société ... distribuer des dividendes à ses associés, tel que cela a été retenu par la Cour administrative dans l'arrêt précité à propos d'un autre associé de ladite société.

Le demandeur conteste la motivation du directeur suivant laquelle la déductibilité ne saurait être admise puisque ... n'aurait plus de revenus depuis 2001 et n'aurait pas distribué de dividendes depuis. A ce titre, il insiste sur le fait que la déductibilité d'intérêts au titre de la période postérieure à 2001 ne serait pas réclamée, mais que la période litigieuse se situerait entre 1991 et 1996, à un moment où le raisonnement de la Cour administrative aurait été pleinement valable. Il donne ainsi à considérer que la perspective réaliste de distribution de dividendes devrait être jugée au moment où la dépense déductible est faite, de sorte que des événements postérieurs ne pourraient pas être pris en considération à ce titre.

Le demandeur expose encore que le fait que les revenus de ... se sont réduits à zéro s'expliquerait par un événement de 2002, en l'occurrence la réalisation d'un investissement important dans une filiale ..., qui exploiterait un immeuble à Esch-sur-Alzette, tout en soulignant que la distribution de dividendes à partir de 2001 aurait été possible si cet investissement ne s'était pas avéré déficitaire. Il donne à considérer que ce fait aurait été imprévisible au milieu des années 1990 qui seraient les années pertinentes en l'espèce. Il fait encore remarquer qu'à l'heure actuelle, la valeur vénale des immeubles des filiales de ... dépasserait leur valeur comptable, de sorte qu'à l'avenir des revenus imposables pourraient être perçus par les associés.

A titre subsidiaire, le demandeur soutient que la déductibilité des intérêts en question se justifierait eu égard à la perspective évidente de voir les associés de ... réaliser une plus-value imposable, en s'appuyant à ce titre sur le raisonnement tenu par le tribunal administratif dans le jugement précité du 11 juillet 2001 à propos du cas de l'associé Monsieur

Le délégué du gouvernement conteste la réalisation des conditions d'application nécessaires en vue de la déductibilité des intérêts débiteurs en tant que frais d'obtention, tant par rapport à une perspective raisonnable d'une distribution de dividendes imposables, que par rapport à celle d'une réalisation d'une plus-value imposable lors de la cession de la participation.

Quant à la perspective de voir ... distribuer des dividendes à ses associés, le délégué du gouvernement précise que le directeur aurait appliqué les principes dégagés par le tribunal administratif dans l'affaire de l'associé du demandeur, Monsieur ..., tout en soulignant qu'aucune perspective raisonnable de réaliser un revenu positif ne serait apparu au fil des années, mais que compte tenu du montant total des intérêts débiteurs engagés, comparés aux revenus déclarés, une perte serait apparue.

En ce qui concerne la perspective pour les associés de ... de réaliser une plus-value imposable en cas de cession de leur participation, le délégué du gouvernement soutient qu'il pourrait y avoir des facteurs et circonstances tels qu'une cession à perte de la participation puisse se réaliser, de sorte qu'il n'y aurait pas d'imposition du tout. A cet égard, il fait plus particulièrement allusion à la crise financière actuelle, qui entraînerait notamment une crise immobilière et la chute des prix du marché, de sorte qu'il ne serait pas à exclure que la valeur vénale des immeubles des filiales de ... risquerait de diminuer de façon considérable et que des investissements déficitaires puissent se produire et anéantir ainsi toute perspective raisonnable de réaliser des bénéfices d'un niveau suffisant pour dégager une plus-value d'aliénation imposable.

L'article 105 (1) LIR considère comme frais d'obtention « *les dépenses faites directement en vue d'acquérir, d'assurer et de conserver les recettes* ».

Les intérêts débiteurs découlant d'un emprunt servant à l'acquisition de titres qui sont de nature à dégager des recettes imposables sont à qualifier de frais d'obtention dans le cadre de revenus de capitaux mobiliers, dans la mesure où ils ont été déboursés dans le but d'acquérir la source de recettes imposables constituée par des parts d'une société de capitaux (cf. trib. adm. 29 mars 1999, n° 10428 du rôle, confirmé par Cour adm. 11 janvier 2000, n° 11285C du rôle, cités par le demandeur et par le directeur).

La seule circonstance que le montant des frais d'obtention dépasse celui des recettes n'est pas de nature à exclure l'admissibilité de ces dépenses en tant que frais d'obtention dans le cadre de revenus de capitaux pour autant qu'au moment de l'engagement des frais la réalisation de recettes positives peut être raisonnablement escomptée.

L'admissibilité d'une déduction d'intérêts débiteurs en tant que frais d'obtention se trouve plus précisément soumise à la double condition que les titres en cause soient de nature à dégager des recettes imposables et que le but d'acquérir la source de recettes imposables se traduise par la perspective, au moment de l'engagement des frais, que la réalisation de recettes positives peut être raisonnablement escomptée.

En l'espèce, le directeur ne met pas en doute le principe de l'admissibilité des frais relatifs à l'acquisition de titres en tant que frais d'obtention, mais il conteste l'existence d'une perspective raisonnable de dégager des recettes positives en l'espèce.

La société ... a été constituée sous forme d'une société anonyme de droit luxembourgeois dont le capital social est subdivisé en actions. Une répartition du bénéfice réalisé par cette société prend ainsi la forme de dividendes distribués aux détenteurs des actions qui constituent, au vu de l'article 97 (1) 1 LIR, des revenus de capitaux mobiliers soumis à l'impôt sur le revenu. Les actions de la société sont dès lors de nature à dégager des recettes imposables.

En ce qui concerne la perspective au moment de l'engagement des frais que la réalisation de recettes positives peut être raisonnablement escomptée, le demandeur s'empare du raisonnement de la Cour administrative dans l'affaire précitée relative à son associé, Monsieur ..., qui avait entendu déduire sa part des intérêts débiteurs de l'emprunt contracté par les trois associés, au même titre que le demandeur l'a fait. Le délégué du gouvernement s'appuie sur le raisonnement tenu par le tribunal administratif dans la prédite affaire, qui en substance reposait sur le constat que la répartition du capital social dans ... était telle que chaque associé pouvait décider librement du principe et du niveau des distributions à effectuer par cette société et ainsi des recettes imposables attribuées à chacun d'eux et formant la base pour la déduction d'intérêts débiteurs, pour en conclure que l'existence d'une perspective raisonnable de réalisation de recettes positives ne pouvait être retenue, en soulignant que les distributions imposables résultant de la structure en place seraient fonction de l'influence subjective du cercle restreint desdits actionnaires sans présenter des indices objectifs suffisants d'une réalité de distributions futures.

Il convient de rappeler que la Cour administrative, dans l'affaire de Monsieur ..., a certes confirmé le jugement de première instance en retenant la déductibilité des intérêts débiteurs litigieux, mais pour d'autres motifs. Plus particulièrement, la Cour n'a pas confirmé le raisonnement tenu par les premiers juges pour conclure à l'inexistence d'une perspective de réalisation de recettes positives. La Cour a, en l'occurrence, relevé que depuis novembre 1997, une distribution des bénéfices accumulés par ... a été effectuée et que depuis l'exercice 1999, les bénéfices distribués aux associés ont excédé le montant des intérêts débiteurs payés par les associés, pour en conclure qu'il paraît peu probable que l'associé concerné de la société ... évite de toucher des revenus dans l'unique crainte que ceux-ci pourraient être soumis à l'impôt, tel que cela avait été retenu par le tribunal administratif pour conclure à l'inexistence d'une perspective de réalisation de recettes positives.

En l'espèce, le tribunal est amené à suivre le raisonnement ainsi effectué par la Cour et à admettre l'existence d'une perspective raisonnable de distribution de dividendes au moment de l'engagement des frais relatifs à l'acquisition des titres dans la société ... S.A.

Cette conclusion n'est pas éternuée par l'affirmation du délégué du gouvernement suivant lequel durant les 16 années subséquentes, les titres n'auraient pas généré de revenus qui seraient en relation de proportionnalité avec les intérêts débiteurs engagés, pour en conclure à l'absence d'une perspective raisonnable de réaliser un revenu positif quelconque.

Il convient de rappeler que la perspective de voir la société ... S.A. distribuer des dividendes à ses associés doit être appréciée au moment de l'engagement des frais, en l'occurrence au moment où l'emprunt destiné à financer l'acquisition des titres a été contracté, et au regard des circonstances se présentant à ce moment. En l'espèce, le directeur a pris en considération *ex post* l'évolution de la société ... en termes de réalisation de bénéfices et en termes de distribution de dividendes jusqu'en 2006. Si la réalité économique qui se présente au fil des années, et qui forcément est appréciée à un moment ultérieur que celui où les frais sont engagés, peut le cas échéant être un indice de nature à influencer sur l'appréciation de la réalité de la perspective de réalisation de recettes positives au moment de l'engagement de ces frais, le constat à lui seul que durant les années suivant l'acquisition des titres, ceux-ci n'ont pu dégager éventuellement que de faibles revenus n'est pas de nature à exclure la réalité d'une perspective raisonnable de réalisation de recettes positives au moment de l'engagement des frais.

Aux termes des décisions directoriales déferées, durant les années 1990 à 1995 aucun revenu provenant des titres litigieux n'a été déclaré, tandis qu'à partir de l'année 1996 jusqu'en 2000 des revenus ont été déclarés, qui, à partir de l'année 1999, étaient même supérieurs aux intérêts débiteurs déclarés. Le demandeur fait état d'un investissement important dans une filiale ... qui s'est avéré déficitaire, circonstance dont la réalité n'est pas remise en cause par le délégué du gouvernement, pour expliquer la non distribution de dividendes à partir de 2001. Il convient de relever que cette opération déficitaire dans la société ..., qui s'est résolue dans un défaut de distribution de dividendes à partir de 2001, n'était pas prévisible au moment de l'engagement des frais relatifs à l'emprunt litigieux. Il convient encore de se référer aux déclarations du demandeur, non contestées sur ce point par le délégué du gouvernement, que la filiale ... Immobilière de la société ... n'était pas destinée à se lancer dans une opération immobilière spéculative, mais pouvait escompter des recettes locatives de la part de la ..., dont la solvabilité n'est pas remise en cause et qui allait prendre en location l'immeuble érigé à travers la prédite filiale, de sorte que cette perspective d'un locataire à long terme pour une société fille se répercutait forcément sur la perspective raisonnable de percevoir des revenus à travers les titres acquis dans la société mère, ... S.A.

Compte tenu de ces considérations, le tribunal est amené à retenir que les circonstances de l'espèce sont telles qu'au moment de l'engagement des frais relatifs à l'acquisition des titres, il était raisonnable d'admettre la réalisation de recettes positives. C'est dès lors à tort que le directeur, à travers les deux décisions déferées, n'a pas admis la déductibilité de l'intégralité des intérêts débiteurs litigieux à hauteur des montants non contestés pour les années 1991, 1992, 1993, 1994 et 1996 des montants respectifs de ...LUF, ... LUF, ... LUF, ... LUF et ... LUF à titre de frais d'obtention dans la catégorie des revenus de capitaux.

Il s'ensuit que le recours est à déclarer fondé et que les deux décisions directoriales entreprises sont à réformer dans le sens prévisé.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

reçoit le recours en réformation en la forme ;

au fond, le déclare justifié ;

partant, réforme la décision n° ... et la décision n° ... du directeur de l'administration des Contributions directes, toutes les deux datées du 10 décembre 2008 ;

dit que les intérêts débiteurs pour les années 1991, 1992, 1993, 1994 et 1996 des montants respectifs de ... LUF, ... LUF, ... LUF, ... LUF et ... LUF sont à prendre en compte à titre de frais d'obtention dans la catégorie des revenus de capitaux ;

renvoie le dossier au directeur de l'administration des Contributions directes pour exécution et pour transmission au bureau d'imposition compétent ;

condamne l'Etat aux frais de l'instance.

Ainsi jugé par :

Carlo Schockweiler, premier vice-président,
Martine Gillardin, premier juge,
Annick Braun, juge,

et lu à l'audience publique du 10 décembre 2009 par le premier vice-président, en présence du greffier Judith Tagliaferri.

s. Judith Tagliaferri

s. Carlo Schockweiler

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 10.12.2009
Le Greffier du Tribunal administratif